

Texte de la CAA de Poitiers du 17 septembre 2026

L'année scolaire qui débute mobilisera toute l'énergie dont nous sommes capables. Année importante à plus d'un titre : elle sera marquée par les élections professionnelles, puis viendra notre congrès et pour terminer les élections internes. Elle sera aussi marquée par les élections présidentielles après les délégués et bien trop longs mandats d'E Macron. Le tout dans un contexte international très difficile, préoccupant.

A l'international...

Les guerres se poursuivent sur plusieurs fronts avec ce que cela signifie de mort.es, blessé.es, avec les destructions massives, ainsi que les empêchements majeurs comme celui d'apprendre pour des millions d'enfants. Le gouvernement d'extrême-droite de Netanyahu poursuit ses attaques contre les civils à Gaza dans une logique génocidaire qui s'affiche parfois ouvertement et se rend complice des tentatives de colonisation de la Cisjordanie. Le conflit qui oppose les Etats-Unis à l'Iran n'en finit pas de se rallumer et de s'étendre, faisant peser sur la paix, dans cette région, une menace grandissante et sur l'économie mondiale, un poids très conséquent.

La persistance et l'aggravation des conflits armés (en Ukraine, au Proche et Moyen-Orient, au Soudan...) continuent d'alimenter une économie de guerre à l'échelle mondiale. La hausse vertigineuse des dépenses militaires internationales se fait au détriment direct des investissements dans les services publics et les transitions écologiques nécessaires, au détriment des peuples.

Dans ce contexte de guerres, on voit se développer un peu partout les forces d'extrême droite et autoritaires: en témoigne la victoire récente de l'AFD en Saxe-Anhalt, à quelques mois des élections que nous allons connaître en France.

L'été aura été marqué aussi par des températures caniculaires un peu partout et des événements climatiques extrêmes avec les conséquences que nous savons, pour les populations les plus vulnérables. En témoigne la dramatique coulée de boue qui a meurtri une région de l'Himalaya fin août. Or les pouvoirs politiques et économiques sont toujours dans le déni si on en juge par exemple au développement exacerbé de l'IA (qui commence à peine à soulever quelques réserves), si on en juge encore à la décision récente du gouvernement Lecornu de pratiquer de coupes budgétaires dans le fond censé accélérer le travail de diagnostic et de rénovation du bâti scolaire.

Contexte national :

En France, la bataille des présidentielles bat son plein avec pléthore de candidat.es qui rivalisent de propositions dangereuses parfois. Ce qui frappe au premier abord, c'est l'éparpillement des forces, à droite comme à gauche, à un moment où les Français aspirent à du changement. Certain.es y verront la vitalité du débat démocratique, d'autres considéreront qu'il y a là lutte irresponsable d'egos. On frôle l'indécence quand des candidats, autrefois aux manettes, promettent ce qu'ils auraient pu faire il y a belle lurette, comme d'augmenter le salaire des enseignant.es par exemple. Une chose frappe, c'est la droitisation des propositions des candidats dits du centre: que l'on regarde par exemple aux propositions sur l'Ecole qui s'attaquent insidieusement au collège unique, à la démocratisation de notre système scolaire. Nous avons, dans la période qui précède les élections, à poursuivre, jusque dans nos établissements scolaires, le combat contre le défaitisme qui pourrait nourrir l'abstentionnisme, le combat contre l'extrême-droite qui n'a que faire de l'Ecole, de ses agent.es et de leur projet d'émanciper les citoyen.nes de demain.

La politique pratiquée par la macronie pendant 10 ans aura largement contribué à diaboliser le RN et à le faire apparaître comme une alternative crédible dans la tête de certains électeurs et certaines électrices. Les attaques contre les services publics, les cadeaux faits aux riches sur le dos du plus grand nombre, les coups de menton et l'investissement dans une économie de la défense ... ont développé colère et amertume, le sentiment de déclassement aussi: ainsi chaque publication des résultats du système scolaire français au niveau international (voir l'épisode récent de Pisa) porte un coup à l'ambition républicaine de résorption des inégalités par l'Ecole.

Le gouvernement Lecornu prépare, dans la menace et avec quelques accents de chantage, un ultime budget qui concentre toute la macronie : sacralisation de la dette, austérité et coupes budgétaires à l'encontre des services publics, remise en cause gravissime de la protection sociale, désignation de « profiteurs » en la personne des retraité.es, des demandeur.ses d'emploi, des malades etc...Alors que l'inflation galopante et les coûts de l'énergie laissent une grande partie de la population exsangue, alors que la question du pouvoir d'achat est omniprésente dans les esprits, le gouvernement fait le choix, toujours et encore, de cadeaux fiscaux aux plus riches, de préserver les méga-profits des multinationales comme Total. Il faudra scruter dans

les jours à venir ce qu'il adviendra de la colère qui monte et pourrait, demain, faire naître un nouveau mouvement de « gilets jaunes ».

Fonction publique, salaires, carrières :

Dans l'immédiat, nous devons assurer la réussite et la visibilité de la journée du 29 septembre prochain, journée de mobilisation de la Fonction publique **pour les salaires et l'emploi public**, alors que le gouvernement s'apprête à présenter les grandes lignes de son budget et qu'un RDV salarial est prévu avec le Ministre des comptes publics. Le déclassement salarial des personnels de la Fonction publique est largement documenté et les candidats à la présidentielle l'admettent eux mêmes ; il s'agit donc d'obtenir urgemment une revalorisation sans contrepartie des salaires pour toutes les catégories, par l'augmentation du point d'indice, par des mesures de rattrapage des pertes et des mesures de carrières. On pense tout particulièrement à une hausse conséquente et urgente du rapport pro/pro pour la classe exceptionnelle, trop de collègues partant à la retraite sans pouvoir bénéficier du bénéfice de cette promotion sur leur pension.

Le gouvernement aura profité de l'été pour faire passer tout un ensemble de textes qui réduisent encore les droits des personnels : ainsi des textes sur la rupture conventionnelle, sur le temps partiel thérapeutique...

Bilan des opérations de carrières et mobilité :

Il devient urgent de rétablir le paritarisme et de mettre fin à un système opaque. Nous avons pu le vérifier à l'occasion des opérations de mobilité et promotions cette année. Notons déjà que comme chaque année, nous avons été beaucoup sollicités pour le suivi des mutations intra et les recours. La raréfaction des postes offerts au mouvement entrave ce mouvement. Or les collègues rechignent à élargir leurs vœux dans une académie rurale et étendue. Inévitablement les déceptions sont grandes. Du côté de la DPE, le travail porte sur trop peu de personnes et le turn-over est grand sur ce service. L'expertise et la connaissance des situations se perdent. Dans ce contexte et parce que la confiance dans les opérations se perd du côté des collègues, le SNEs exige le rétablissement des groupes de travail.

Alors que le PPCR a permis de faire de la hors-classe un débouché de carrière pour la quasi-totalité des personnels, les mesures et les reculs de ces dernières années sont en train de ralentir et bloquer nos carrières. Ainsi, le gel actuel du ratio pro/pro pour l'accès à la hors-classe risque fortement de contraindre les collègues à devoir attendre un an ou deux supplémentaires avant d'accéder à la hors-classe. À cela s'ajoute l'opacité dans la mise en œuvre du tableau d'avancement : les agent·es n'ont connaissance ni de leur barème, ni de leur rang dans le tableau ni du barème du dernier promu.

Pour la classe exceptionnelle, l'arbitraire est encore plus présent, tant dans l'évaluation (certains IPR notamment ne posent pas d'avis Très Favorable ou si peu...) que dans l'élaboration du tableau d'avancement. Grâce aux fiches de suivi, les commissaires paritaires ont constaté que des collègues avec deux avis TF n'étaient pas promues alors qu'elles avaient une ancienneté de corps supérieur à des collègues promus. Interrogés, les services du rectorat ne nous ont pas apporté de réponse satisfaisante ; nous accompagnons donc les collègues dans leur recours et continuons d'intervenir auprès du rectorat.

Education :

Rentrée 2026 :

Alors que nous manquons partout de personnels, le Ministre n'a pas trouvé mieux que d'agiter quelques chiffons rouges qui détournent l'attention de l'essentiel : au lycée, sans préoccupation aucune pour la faisabilité ni la cohérence avec l'ensemble d'un système qui pousse au numérique, à l'IA et aux écrans en général, l'interdiction du portable est devenue l'actualité de la rentrée ; au collège, c'est le concours général qui passe pour le remède miracle !

Ici comme ailleurs, des suppléances ne sont pas assurées et l'on manque d'enseignant·es pour prendre en charge des classes toujours plus chargées. Parce que la baisse de la démographie ne signifie en rien baisse des effectifs à prendre en charge malheureusement. On manque encore d'enseignant·es de lettres, arts plastiques, physique, d'EPS, d'allemand, d'éco-gestion mais il y a fort à parier que très bientôt la liste s'étendra.

Le paradoxe est que dans le même temps, des TZR n'étaient pas affectés à la rentrée, (quand d'autres étaient sur 3 établissements!) et que de nombreux non titulaires en CDD n'étaient pas repris. Situation dramatique à plus d'un titre, d'autant que pour certain·es ils et elles arrivent prochainement au seuil de la

cédésation. Pour d'autres, les quotités sur lesquelles ils et elles ont été affecté.es ne permettent pas de percevoir un salaire décent. Nous avons décidé d'une visio avec ces personnels ce jeudi soir pour faire un état des lieux plus précis des situations avant l'audience que le nouveau Recteur nous accordera le 30 septembre prochain. Dans l'immédiat, nous avons écrit au recteur pour demander la plus grande vigilance des services sur ces situations.

Pour tous les personnels astreints à des déplacements conséquents, dans une académie rurale privée d'un vrai réseau de transports en commun, le SNES demandera une revalorisation de la prise en charge des frais de déplacement au vu du prix des carburants.

Dans les **vies scolaires**, la situation n'est guère plus enviable après la suppression de nombreux emplois d'AED en juin. Comme chaque année et alors même que les injonctions ministérielles se multiplient, les équipes pluri-professionnelles sont exsangues et on ne compte plus les partages de postes envisagés, qu'il s'agisse de CPE, d'infirmières, de PsyEN etc., pour cacher la misère à laquelle l'Ecole publique est condamnée. Prenons la lutte contre les violences sexuelles et sexistes : récemment- et sans doute l'affaire Lyhanna y est pour beaucoup- le ministre de l'Education nationale a décidé qu'au questionnaire sur le harcèlement seraient ajoutées des questions permettant de repérer éventuellement l'enfant qui aurait été victime de VSS. L'intention paraît louable mais qui pour dépouiller les questionnaires ? Qui pour recueillir la parole de l'enfant qui aurait trouvé la force ici de livrer son terrible secret ? La chose est suffisamment grave et vitale pour que partout des personnels habilités à recueillir la parole soient présents et que l'on évite les bricolages auxquels nos EPLE se sont parfois habitués par la force des choses . Mais combien sont-ils ? Trop peu bien sûr...Quand il s'agit de «protéger» comme y invite la circulaire de rentrée, alors il faut s'en donner les moyens.

Du côté de **l'école inclusive** et des besoins criants en accompagnement AESH, les remontées sont très inquiétantes. Même les mutualisations à marche forcée ne permettent plus de dissimuler le sous investissement de l'État, sous investissement qui s'applique y compris à la rémunération des personnels AESH qui attendent toujours que l'État leur garantisse un statut de catégorie B. La mise en œuvre des PAS, les éléments qui ont émergé de la conférence nationale sur le handicap, tout accrédite l'idée d'une prise en charge des élèves à besoins particuliers par les enseignant.es , auquel.les on aura au préalable distillé les «bonnes pratiques» pour des programmes rendus « accessibles ».

Affectation des stagiaires, situation des élèves fonctionnaires :

Y a-t-il eu ces dernières années une entrée dans le métier réussie pour nos collègues lauréat.es des concours ? Sans doute pas, mais cette année bat des records.

Notre académie accueille une quarantaine d'élèves fonctionnaires qui ne connaissent toujours pas l'établissement où ils et elles feront leur stage d'observation, qui abordaient cette rentrée avec une multitude de questions (l'institution aussi de toute évidence!). Le SNES qui syndique ces élèves fonctionnaires a été au RDV le 28 août dernier pour les accueillir, comme la veille pour les stagiaires mi temps ou temps complet. Il nous faut trouver des occasions de nous adresser à ces futurs collègues, de les accompagner. Dans l'immédiat, le SNES appelle à signer une pétition qui demande l'exonération des frais d'inscription en M2E pour les lauréat.es des concours. <https://www.snes.edu/article/petition-exoneration-frais-inscription-m2e/>

La coexistence des deux concours de recrutement (bac+3 et bac+5) a engendré un total désordre dans les opérations d'affectation qui ont été très tardives. Les besoins en berceaux temps plein (94) ou temps incomplet (137) ont explosé, réduisant d'autant d'ailleurs les possibilités d'affectation pour les titulaires. Les premiers échanges avec les stagiaires confirment nos craintes quant à l'organisation des formations transversales et disciplinaires qui se font régulièrement hors du département d'affectation et même hors académie pour certaines disciplines. La maltraitance est à son comble quand on devrait pourtant cultiver l'attractivité de nos métiers. Comme d'habitude les militant.es du SNES sont aux côtés des stagiaires avec des permanences, des échanges réguliers, visio et stages.

Des conditions matérielles déplorables...

Aux difficultés RH que l'on vient d'évoquer, il faut ajouter des conditions matérielles déplorables qui ont dégradé encore cette rentrée.

On pense en tout premier lieu à la cyberattaque dont notre institution a fait l'objet, qui a frappé durement les académies de Toulouse et Nantes mais nous a touchés également. Aujourd'hui encore, après la réactivation de tous les mots de passe, certains collègues n'ont toujours pas accès à leur messagerie académique (celle là même par laquelle on votera prochainement!) . La visio à laquelle le nouveau recteur nous a invités a été l'occasion pour nous de dire la colère des personnels devant les empêchements qui sont les leurs, de rappeler la nécessité de repenser la place du numérique dans notre institution, la place de la formation au numérique ; mais nous avons insisté aussi sur la responsabilité de notre employeur en matière de sécurisation de nos données et sur la défiance légitime que de tels épisodes encourageaient.

Alors qu'entrent en vigueur en Cinquième de nouveaux programmes de français, de mathématiques et de langues vivantes A et B, la dotation versée par l'État aux collèges ne permet que le remplacement d'une seule collection. Des collègues ont ainsi découvert à la rentrée que leurs commandes de manuels ont été annulées faute de financement. Inacceptable pour les équipes mais tout aussi inacceptable au regard de la formation des élèves! Le SNES propose un vœu à soutenir lors des premiers CA d'établissement pour dénoncer ces choix budgétaires.

Sans donner crédit aux évaluations PISA, ni même à l'inflation d'évaluations multiples et variées, force est de constater que les élèves ont de plus en plus de difficultés à aborder les programmes et les enseignants, de plus en plus de difficultés à mettre en œuvre une formation exigeante et émancipatrice . Le SNES rappelle que les réformes successives du collège et du lycée ont réduit drastiquement les horaires disciplinaires ; les programmes ont perdu en cohérence et les parcours de formation eux mêmes comme on le voit avec la réforme Blanquer du lycée. Le Snes demande la fin de cette réforme ainsi que de toutes les réformes régressives (choc des savoirs etc...), réaffirme l'urgence à revoir les effectifs de classe à la baisse et à prévoir des moyens d'accompagner tous les élèves comme il se doit, dans une exigence de justice dans l'accès à l'éducation.

La même logique a conduit le gouvernement à réduire drastiquement les moyens dédiés aux EPLE en HSE, en pass culture et même en pacte (ce dont nous ne pouvons que nous réjouir au vu du mal que le pacte fait aux collectifs de travail et à notre statut). De toute évidence, le gouvernement considère qu'il vaut mieux investir dans la défense que dans l'éducation !

Enfin, et alors que nous avons subi un mois de juin caniculaire au sein de nos établissements, le gouvernement a coupé de 40 millions d'euros le budget annoncé pour le diagnostic et l'équipement des bâtiments scolaires, qui comptait pourtant 50 millions ; somme insuffisante certes au regard des besoins criants mais l'amnésie- ou le déni- a une fois encore frappé nos dirigeants. Notre enquête montre qu'à de très rares exceptions nos EPLE n'ont connu aucun aménagement véritable qui permette d'affronter de prochaines vagues de chaleur. La passation des examens en juin, de même que les conditions d'exercice en collège ont pourtant porté avec elles des risques majeurs pour la santé des personnels. Nous devons porter ce sujet dans les CHS d'établissement, dans les CA comme nos élu.es le portent en instances F3sct.

Elections professionnelles :

Nous entrons dans la phase active de la campagne, nos listes étant aujourd'hui établies de même que les principaux outils de communication. Nous aurons à convaincre nos collègues de voter et de voter pour les listes FSU, FSU CGT Educ'action en académie. Pour cela, nous ne manquons pas d'arguments, à commencer par le fait que les collègues partagent une grande partie de notre discours, de nos revendications, qu'ils et elles savent ce que le SNES et ses militant.es font pour défendre nos métiers, à tous les niveaux de notre institution jusqu'au coeur des établissements, quand il s'agit de défendre les collègues contre une hiérarchie abusive, de défendre nos postes et nos conditions de travail. Cette confiance doit se traduire en acte de vote entre le 3 et le 10 décembre prochain.

A l'initiative et en soutien des s2 et du s3, nous devons organiser des visites d'établissements et prendre le temps de l'échange avec nos collègues. Car il s'agit aussi de retrouver des S1 là où notre discours syndical- le discours syndical en général- ne se fait plus trop entendre. La mobilisation du 29 septembre prochain doit s'entendre comme un premier grand moment de la campagne, la question des salaires étant sans nul doute possible une des préoccupations de nos collègues. Le programme de formation syndicale a été pensé pour sensibiliser les collègues à l'importance de ces élections (nombreux stages catégoriels en première partie d'année)

Actions :

- le SNES Poitiers appelle à réussir la grève du 29 septembre. Dans le contexte des débats budgétaires, cette journée devra dénoncer les choix austéritaires du gouvernement et populariser l'idée que d'autres politiques

sont possibles pour sauver nos services publics et rémunérer les agent.es publics comme il se doit. Si cette grève devait être majoritaire, elle pourrait conduire à décider d'une mobilisation plus large encore, dans un contexte d'inflation galopante et d'étranglement de tous les secteurs professionnels avant les vacances d'automne.

- Le SNES, avec la FSU, soutient et participe aux actions qui visent à l'adoption d'une loi-cadre intégrale contre les violences sexistes et sexuelles faites aux femmes et aux enfants et les 3 milliards nécessaires pour la financer : la protection des femmes et des enfants doit devenir une priorité nationale dotée des moyens nécessaires et inscrite dans la durée.

- chaque fois qu'un cadre syndical unitaire se dessine, le SNES avec la FSU appelle à rejoindre les manifestations contre la loi dite du « permis de tuer » les 19 ou 20 septembre.

- Avec la CGT, et l'Union syndicale Solidaires, le Snes et la FSU appellent à rejoindre les marches du 26 septembre pour le climat

- Cérémonie commémorative voulue par le ministre à l'occasion du 11 Novembre : les pressions sur les équipes risquent d'être importantes, sur les enseignant.es d'histoire géographie en particulier, alors même que la circulaire insiste sur le volontariat des collègues. Il importe de rappeler à cette occasion que la mission première de l'Ecole n'est pas d'entretenir un quelconque nationalisme ni même militarisme. Le SNES réaffirme son opposition à toute militarisation de l'Ecole. Il est important de rappeler encore la différence entre les logiques mémorielles et le travail en histoire. Le Snes appelle tous les personnels des collèges et des lycées généraux et technologiques à ne pas assister à cet événement, dès lors qu'il impliquerait la présence de personnalités dont les valeurs ne sont pas celles de l'École de la république. Le SNES se tiendra aux côtés des personnels qui refuseraient de participer à cette commémoration.

- Le SNES avec la FSU appelle d'ailleurs à participer aux rassemblements le 21 septembre à l'appel du Mouvement pour la Paix.

- En ce qui concerne les retraité.es, des actions sont prévues le 14 octobre dans les régions contre la menace de gel des pensions complémentaires et une manifestation nationale est prévue à Paris le 19 novembre pour défendre les revendications des retraité-es.

- Le SNES Poitiers s'engage avec détermination dans la campagne des élections professionnelles (maillage des s1, visites d'établissements, stages syndicaux en amont des élections ...)

- Dans le cadre de la campagne des élections présidentielles, le SNES-FSU fera valoir auprès des candidat.es (à l'exception de ceux du RN) son projet pour l'Ecole et la jeunesse.